



LETTRE D'INFORMATIONS COOPÉRATION MONDIALE
Juillet 2011

Dans cette édition

**Réunion du Groupe d'Experts sur l'éradication de la pauvreté :
Appel à documents - Conférence Mondiale 2012 sur le Travail Social et le
Développement Social
Nouveau Secrétaire Général - Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux
Progrès des femmes dans le monde : à la recherche de la justice
Les lois pour les ONG en Afrique Subsaharienne
World Social Situation: The Global Social Crisis
Économie Mondiale et Enquête Sociale 2011
Pauvre Pauvreté : l'Appauvrissement de l'Analyse, des Mesures et Politiques
Conférence – Réformer les systèmes de protection sociale dans les pays en voie
de développement**

Réunion du Groupe d'Experts sur l'éradication de la pauvreté :

Christian Rollet, Président du CIAS, représentait le CIAS à la réunion du groupe d'expert sur l'éradication de la pauvreté qui s'est tenue en juin à Genève, Suisse. La réunion entrait dans le cadre des préparatifs pour la 50^{ème} Session de la Commission pour le Développement Social (CsocD). Le CIAS sera représenté à la réunion de la Commission, qui est prévue à New York en février 2012.

Le Conseil Économique et Social des Nations-Unies a décidé que le thème prioritaire du cycle d'analyse et de politique 2011-2012 de la Commission devrait être « l'éradication de la pauvreté, compte tenu de sa relation avec l'intégration sociale, le plein emploi et le travail décent pour tous ». Les résultats fournissent d'importants apports au travail de la Commission, en contribuant notamment à la formulation de politiques qui se sont révélées avoir un impact déterminant sur les efforts pour réduire la pauvreté.

Les documents présentés à la réunion des experts sont disponibles sur le site des Nations-Unies : <http://social.un.org/index/ExpertGroupMeetingsPanelDiscussions/2011/PovertyEradication.aspx>

Les documents suivants présentent un intérêt particulier :

Le Rapport de l'Expert Indépendant sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté : <http://social.un.org/index/LinkClick.aspx?fileticket=D5WxQuv7q8o%3d&tabid=1560>

Renforcer le rôle des ONG dans la réduction de la pauvreté : Défis et opportunités par Catherine Ferguson : <http://social.un.org/index/LinkClick.aspx?fileticket=m02cRJ4sFlk%3d&tabid=1560>

Repenser les efforts d'éradication de la pauvreté après 2015. Questions à retenir pour le débat par Sakiko Fuduka-Parr

<http://social.un.org/index/LinkClick.aspx?fileticket=0r1wi0QsG5Q%3d&tabid=1560>

**Appel à documents - Conférence Mondiale 2012 sur le Travail Social et le
Développement Social : Action et Impact**

Stockholm sera en juillet 2012 le siège de la deuxième conférence mondiale conjointe. Elle suit le succès impressionnant de la première conférence conjointe qui s'est tenue à Hong Kong en juin 2010.

Les organisateurs ont lancé le premier appel à documents. **Date limite – 30 novembre 2011.** La conférence aura lieu à Stockholm, Suède, du 8 au 12 juillet 2012. La conférence sera le point de réunion des décideurs politiques, des acteurs sociaux, des universitaires et des étudiants pour échanger sur l'expérience et le développement dans la pratique du travail social, la recherche sociale, l'éducation et la politique sociale pour développer un système de bien-être durable dans le futur.

Visitez le site web de la conférence pour obtenir davantage d'informations sur la conférence et l'appel à résumés. Les informations sont disponibles en Anglais, Français, Espagnol et Suédois : www.swsd-stockholm-2012.org

Quant aux questions concernant l'inscription, les réservations d'hôtel, les événements sociaux, la gestion des résumés, la gestion des expositions et les informations générales, veuillez contacter le Congrex au socialwork2012@congrex.com

Concernant le programme scientifique, nous vous suggérons de contacter le Secrétariat de la Conférence, qui ouvrira le 15 août. Lina Fahlgren est l'administratrice de la conférence : lfahlgren@icsw.org

Vous pouvez visiter la conférence sur Facebook : *Stockholm 2012 – Travail Social Développement Social*

Nouveau Secrétaire Général - Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux

Gary Bailey, Président de la Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux (IASSW), a annoncé la nomination du Dr. Rory G. Truell comme nouveau Secrétaire Général de l'IFSW. Le Dr. Truell, qui a occupé pendant les quatre dernières années le poste de Directeur Exécutif de l'Organisation de la Formation de l'Industrie de Services Sociaux de Nouvelle-Zélande, a pris ses fonctions le 1^{er} juillet 2011. L'IFSW est une fédération d'organisations membres nationales de 90 pays représentant plus de 745 000 travailleurs sociaux dans le monde. L'IASSW, l'IFSW et le CIAS sont partenaires de la conférence mondiale qui se tiendra à Stockholm en juillet 2012.

Progrès des femmes dans le monde : à la recherche de la justice

ONU Femmes a publié le 6 juillet 2011 son rapport phare *Progrès des femmes dans le monde*, qui est centré sur l'accès des femmes à la justice. Il peut être consulté au <http://progress.unwomen.org/>

Le rapport soutient que des systèmes judiciaires et légaux qui fonctionnent bien peuvent constituer des mécanismes vitaux pour que les femmes puissent obtenir leurs droits, et lance un appel aux gouvernements du monde entier à « entreprendre des actions urgentes pour mettre fin aux injustices qui maintiennent les femmes plus pauvres et moins puissantes que les hommes dans chaque pays ».

Il appelle en particulier les gouvernements à :

- écarter les lois induisant une discrimination contre les femmes et à garantir que la législation protège les femmes de la violence et de l'inégalité au travail et à la maison
- soutenir des systèmes judiciaires innovants, l'aide légale et les tribunaux spécialisés pour les femmes
- placer les femmes aux avant-postes de la justice à rendre, dans les parlements, à la police et devant les tribunaux
- augmenter le financement destiné aux réformes de la justice spécifiquement destinées aux femmes et aux filles

Madeleine Bunting a analysé le rapport dans le *Guardian* du 6 juillet 2011. <http://www.guardian.co.uk/global-development/2011/jul/06/un-women-report-access-to-justice?intcmp=122>

Mme. Bunting a affirmé « Plus de la moitié des femmes qui travaillent dans le monde, 600 millions, sont prises par des travaux non sécuritaires, sans aucune protection légale, selon le premier rapport phare de la nouvelle agence ONU Femmes. Un nombre similaire de femmes ne bénéficie

même pas de la protection sociale contre la violence domestique, conclut-elle, alors que les agressions sexuelles sont devenues un signe distinctif des conflits modernes.

Michelle Bachelet, directrice exécutive de ONU Femmes, a affirmé que le document montrait que plusieurs millions de femmes n'avaient pas accès à la justice. « Le rapport nous rappelle les avancées remarquables qui ont été réalisées au cours de siècle dernier dans la quête de l'égalité des genres et de l'attribution du pouvoir aux femmes », a-t-elle affirmé. « Il souligne toutefois le fait que malgré les garanties généralisées d'égalité, la réalité de plusieurs millions de femmes est que la justice demeure hors de leur portée. »

Pour des millions de femmes des pays riches comme pauvres, la quête de la justice affronte de nombreuses difficultés et est souvent onéreuse ; les lois et les systèmes légaux instaurent fréquemment une discrimination à leur encontre. Au Cambodge, par exemple, la preuve légale nécessaire pour instaurer une plainte pour viol coûte deux semaines de salaire, alors qu'au Kenya une plainte concernant les terres en cas d'héritage peut coûter 800 \$ et passer par 17 phases administratives différentes.

Le rapport propose 10 recommandations pour surmonter le paradoxe selon lequel des améliorations considérables ont été apportées à la situation légale de la femme au cours du siècle dernier, alors qu'il existe encore un écart dramatique au moment de traduire cela en égalité et justice.

Les lois pour les ONG en Afrique Subsaharienne

Le Centre International de la Loi à But non Lucratif a publié *Tendances Mondiales de la Législation pour ONG : Lois pour les ONG en Afrique Subsaharienne*.

Ces dernières années ont connu la prolifération des efforts de divers gouvernements d'Afrique pour restreindre l'espace disponible pour la société civile. De nombreuses étiquettes ont été attribuées à la tendance mondiale consistant à utiliser la loi pour restreindre l'espace de la société civile : le « jeu normatif contre la société civile », la « contre-révolution associative » et, plus récemment, la « mâchoire d'acier dans laquelle les gouvernements du monde entier broient lentement la société civile et l'esprit de l'homme ». Cette même tendance se répand dans toute l'Afrique, en syntonie avec le contexte mondial. Ce numéro de Tendances Mondiales fournit des exemples de mesures réglementaires promulguées ou proposées – y compris les lois, politiques et règlements – illustrant comment cette tendance évolue dans la région . La publication peut être téléchargée sous format pdf au <http://www.icnl.org/knowledge/globaltrends/GloTrends3-3.htm>

Situation Sociale dans le Monde : la Crise Sociale Mondiale

Le Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations-Unies (DAES), a publié *La Crise Sociale Mondiale : Rapport sur la Situation Sociale dans le Monde*. Il est possible de télécharger le rapport au : <http://social.un.org/index/LinkClick.aspx?fileticket=v0LQqd2FT3k%3d&tabid=1561>

Le rapport du DAES montre que la reprise a été inégale et continue d'être fragile, avec une vaste série d'impacts sociaux négatifs subsistant de la récession économique.

Il est important de souligner que le rapport du DAES affirme que les effets de la crise dans des domaines comme la santé et l'éducation ne seront pleinement visibles que sur du long terme. Les niveaux accrus de pauvreté, faim et chômage provoqués par la crise mondiale devraient continuer d'affecter des milliards de personnes au cours des prochaines années. La pauvreté et le chômage sont liés à la malnutrition, au crime, à la violence domestique et à l'abus de substances.

Le rapport souligne qu'il est vital que les gouvernements prennent en compte les probables implications sociales de leurs politiques économiques. Les politiques économiques, prises isolément par rapport à leurs résultats, peuvent avoir des conséquences drastiques sur la pauvreté, le chômage, la nutrition, la santé et l'éducation, qui affectent à leur tour de manière négative le développement durable à long terme. La déconnexion entre les politiques économiques et leurs conséquences sociales peut engendrer un cercle vicieux de croissance lente et de faibles avancées sociales.

Réduire les dépenses publiques peut empirer et prolonger les effets négatifs causés par la crise. Par ailleurs, l'augmentation des dépenses afin d'amplifier les systèmes de protection sociale et d'améliorer l'accès à l'éducation et aux services sanitaires, et aussi de promouvoir l'emploi productif, contribuera à assurer un développement plus inclusif, avec une demande interne plus forte et de solides fondations pour la future croissance.

Enquête Économique et Sociale Mondiale 2011

Le Département des Affaires Économiques et Sociales (DAES) a édité *La Grande Transformation Technologique Verte - Enquête Mondiale Économique et Sociale des NU - DAES 2011*. Il est possible de le télécharger au

http://www.un.org/en/development/desa/policy/wess/wess_current/2011wess.pdf

Pour que les populations des pays en développement puissent atteindre un niveau de vie décent, en particulier les milliards de personnes qui vivent encore dans des conditions de pauvreté abjecte, et les deux milliards de personnes qui sont venues grossir la population mondiale au milieu du siècle – il sera nécessaire de parvenir à un progrès économique bien supérieur.

Au cours des trois ou quatre prochaines décennies, l'humanité devra gérer une transformation technologique fondamentale ou risquer d'échouer à satisfaire ses engagements de mettre fin à la pauvreté et d'éviter les impacts catastrophiques du changement climatique et de la dégradation environnementale. Ce dernier rapport analyse les options et défis associés au passage à des technologies énergétiques renouvelables et plus efficaces, en transformant notamment les technologies agricoles de manière à assurer la sécurité alimentaire sans dégrader davantage les ressources terrestres et hydriques, et en appliquant la technologie requise pour s'adapter au changement climatique et réduire les risques de catastrophes naturelles auxquels sont confrontées les populations humaines.

Les gouvernements devront assumer un rôle de leaders, moyennant la mise en œuvre de programmes d'investissements et d'incitations conçus pour accélérer l'innovation technologique verte et les changements structurels tournés vers la production et la consommation durables. Il sera nécessaire de renforcer la coopération internationale et de procéder à des ajustements significatifs du commerce multilatéral et des mécanismes de financement pour que les pays en développement effectuent la transformation technologique nécessaire sans compromettre leurs aspirations concernant la croissance et la réduction de la pauvreté. Une reprise à visage humain doit et peut aussi être durable.

Pauvre Pauvreté : l'Appauvrissement de l'Analyse, des Mesures et Politiques

Le livre des NU récemment publié par le DAES, « *Pauvre Pauvreté : l'Appauvrissement de l'Analyse, des Mesures et des Politiques* », propose une évaluation critique des mesures et analyses conventionnelles de la pauvreté, ainsi que des politiques visant à réduire la pauvreté. Il souligne en particulier les limites majeures des politiques inspirées par la communauté internationale et de leurs programmes populaires de réduction de la pauvreté. Il compare également la performance de deux pays ayant apparemment connu le succès – la Chine et l'Inde – et identifie leurs échecs dans des domaines critiques comme l'inégalité (tant régionale qu'interpersonnelle) et la transformation structurelle.

Le livre soutient que sans une création soutenue d'emplois productifs, les politiques et programmes ne pourront réussir. Les ajustements structurels et autres recommandations de politiques conventionnelles ont entraîné une réduction de l'espace politique et fiscal, nuisant ainsi gravement aux perspectives de développement économique, ce qui a provoqué des conséquences dramatiques sur la pauvreté, l'inégalité et l'indigence.

La croissance économique doit être stabilisée grâce à des institutions et politiques macro-économiques cohérentes. Les mesures visant à promouvoir les changements structurels et à diminuer les inégalités sont également vitales pour le développement et la réduction de la pauvreté. La protection sociale universelle et des mesures sociales plus inclusives devraient également être promues. Vous pouvez vous procurer une copie du livre au

<https://unp.un.org/Details.aspx?pid=21558>. Le livre coûte 38 USD pour les acheteurs des pays développés et 19 USD pour les acheteurs des pays en développement. Note de l'éditeur : il serait bon que l'OCDE adopte une politique tarifaire similaire.

Conférence – octobre 2011, Bochum, Allemagne - Réformer les Systèmes de Protection Sociale dans les Pays en Développement – facteurs déterminants et stratégies de changement institutionnel

L'Institut de Recherche et de Politiques de Développement de l'Université de Ruhr à Bochum, Allemagne, ainsi que le Ministère Fédéral de Coopération et Développement Économique et le Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), organisent la Conférence Internationale « Réformer les Systèmes de Protection Sociale dans les Pays en Développement – facteurs déterminants et stratégies de changement institutionnel ». L'événement aura lieu les 20 et 21 octobre 2011 à Bochum, Allemagne. La Conférence a pour objet d'analyser et de réformer les réformes en cours des systèmes de protection sociale dans les pays en développement, du point de vue tant de l'économie politique que juridique. Après l'événement, les organisateurs prévoient de publier toutes les contributions à la conférence (documents complets) dans un volume édité. L'inscription à la conférence est ouverte jusqu'au 15 août 2011. Site web de la conférence : <http://www.social-protection-conference.com/>.

Le contenu de cette Lettre d'informations Mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source en soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS.

Rédacteur de la Lettre d'Information : Denys Correll, Directeur Exécutif
PO Box 28957
Kampala Ouganda
Tél. : +256 414 32 11 50
Site web www.icsw.org E-mail : icsw@icsw.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre d'informations, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail.